

L'administration Biden et la guerre en Ukraine : évolution de l'approche stratégique



Giovanna de Maio | 24 juin 2022



Il y a un an, les États-Unis tentaient de reléguer la menace russe au second rang afin de pouvoir se concentrer sur leur compétition avec la Chine. La guerre en Ukraine est cependant venue bousculer les plans de Washington. La prudence de l'administration de Joe Biden au début des hostilités laisse maintenant la place à une approche déterminée à affaiblir la Russie – approche dans laquelle le soutien militaire prime sur la diplomatie.

Les attentes initiales de l'administration Biden

La Russie a toujours représenté l'une des menaces sécuritaires les plus graves dans la [vision](#) de Joe Biden, qui a commencé sa présidence sans essayer d'atteindre un « reset » des relations entre Washington et Moscou, à l'inverse de ses deux prédécesseurs. Certes, son Conseil de sécurité nationale (*National Security Council*) comporte une équipe d'experts sur les questions asiatiques largement supérieure à celle de ceux en charge des dossiers européens et de la Russie. Toutefois, le département d'État compte de nombreuses personnalités comme Victoria Nuland (sous-secrétaire d'État américaine aux affaires politiques, vétérane de la diplomatie) qui conservent une ferme posture antirusse. Et dès les premiers mois de la nouvelle administration Biden, des [sanctions](#) contre Moscou furent adoptées en réponse à l'attaque cyber « Solarwinds » et en réaction aux interférences électorales russes lors de la campagne présidentielle américaine. Il s'agissait de restaurer la crédibilité des États-Unis sur ces sujets (crédibilité fortement diminuée sous le mandat de Donald Trump).

Sans aucune illusion, Biden s'était pour autant engagé à établir une relation « [stable et prévisible](#) » avec la Russie et avait fait un premier pas dans cette direction à travers le [sommet de Genève](#) en juin 2021, et ce malgré plusieurs critiques internes qui voyaient ce geste comme un cadeau au président russe (tout comme la levée des sanctions dites secondaires contre les compagnies allemandes impliquées dans la construction du gazoduc « NordStream2 »). L'optimisme venant de quelques avancements sur les dossiers du contrôle des armements et de l'espace cyber ne dura que quelques mois. Il n'empêche, comme

affirmé à plusieurs reprises par Biden et ses collaborateurs avant et après l'agression russe, la Chine reste le défi principal sur lequel les États-Unis concentrent tous leurs efforts à travers les volets sécuritaires (par exemple AUKUS), [économiques](#) et technologiques.

La gestion de la crise russo-ukrainienne : alerte précoce et publique, partage de renseignement et coordination avec les alliés

À la suite de l'augmentation massive de la présence militaire russe aux frontières avec l'Ukraine, l'administration Biden n'a pas hésité à alerter de façon transparente et publique dans les médias et dans les *think tanks* des intentions hostiles de la Russie. Les consultations avec les alliés européens se sont en ce sens multipliées. Ces derniers ne partageaient pas tous l'analyse américaine et doutaient d'une réelle intention de Poutine d'envahir l'Ukraine. Au contraire, ils [pensaient](#) que l'approche de Biden risquait d'acculer Poutine en ne lui laissant d'autre choix que d'attaquer pour sauver sa réputation ou encore qu'en l'absence d'attaque russe, la crédibilité des États-Unis serait endommagée.

Finalement, l'approche de Biden a permis d'ouvrir un [canal de discussion](#) intéressant avec Moscou, une voie étroite pilotée par la *secrétaire d'État adjointe* Wendy Sherman, tout en révélant les véritables intentions du Kremlin. Ce choix de révéler les informations à disposition a contribué, d'une part, à réduire les zones grises et donc la marge de manœuvre du président russe pour agir de façon hybride en exploitant les divisions entre les alliés, et, d'autre part, à mobiliser les alliés de manière préventive pour coordonner une réponse collective. Malgré l'absence d'un consensus parmi les analystes sur l'éventualité d'une attaque, l'approche de l'administration Biden consistant à s'appuyer sur les services de renseignements et à adopter une approche transparente sur les informations à disposition (tout en étant ferme sur l'attitude à avoir vis-à-vis de Moscou) a favorisé une meilleure réactivité et coordination transatlantique.

L'ambiguïté : affaiblir la Russie sans être en guerre

Dès le début des tensions, Biden s'est [exprimé](#) à plusieurs reprises sur le fait que les États-Unis ne comptaient pas envoyer de soldats en Ukraine. De façon cohérente avec la réticence de la population américaine à l'égard des opérations militaires à l'étranger (« intervention fatiguée » depuis la guerre en Irak et Afghanistan) ainsi que par le président américain lui-même (pour rappel, Joe Biden s'était opposé à l'augmentation des troupes en Afghanistan sous Barack Obama et fut à l'origine du retrait américain en 2021), Biden a choisi de recourir à des instruments de dissuasion en promettant de l'aide militaire à l'Ukraine, en favorisant une détérioration de l'environnement de sécurité de la Russie (renforcement du flanc est de l'OTAN, soutien à l'adhésion de la Finlande et de la Suède) et des sanctions massives contre Moscou. Dans un [article](#) du New York Times, Biden a clairement indiqué en outre que les États-Unis soutenaient une Ukraine souveraine, démocratique et capable de se défendre.

Toutefois, la prudence initiale au sein de l'administration américaine tend à s'éroder. Celle-ci consistait à éviter un langage provocant vis-à-vis de la Russie, par crainte d'escalade pouvant mener à une [troisième guerre mondiale](#). Mais considérant l'évolution du conflit sur le terrain, qui voit les Ukrainiens résister, voire avancer, cette attitude a laissé la place à des déclarations plus engagées et plus explicites. Biden et le secrétaire à la défense, Lloyd Austin ont ainsi ouvertement parlé d'[affaiblir](#) Moscou et accompagnent cette posture avec un soutien financier et militaire massif à l'Ukraine, tout en appuyant fortement les candidatures de la Suède et de la Finlande à l'OTAN. Si certains, dont la [CIA](#), mettent en garde contre le risque d'une escalade incontrôlée du côté russe, d'autres considèrent que c'est le moment de profiter de la faiblesse russe pour lui porter un [coup fatal](#), en reprenant les thèses des [power balancers](#) de l'après-Guerre froide qui ne croient à aucune forme de dialogue avec Moscou et y voient seulement une logique de pouvoir. Dans cette optique, la place pour la diplomatie entre les États-Unis et la Russie a été complètement restreinte à tous les niveaux jusqu'à tout récemment. Or, l'absence de contacts réguliers entre les deux États pose des risques pour la sécurité internationale, en particulier dans le domaine des traités de désarmement.

Contre la Russie et la Chine : vers un double endiguement

Alors que la guerre se prolonge et exige des ressources politiques et financières sans cesse plus importantes, les États-Unis se retrouvent à devoir gérer en même temps le défi chinois, qu'ils considèrent comme majeur, et le défi russe, urgent tant Moscou voit dans l'Ukraine indépendante une menace existentielle. Ceci renforce au final [le choix](#) de Washington de mener une politique de double endiguement visant en même temps Moscou et Pékin à travers un récit d'une lutte entre démocraties et autoritarismes.

Comme le témoignent les fréquents voyages en Europe et en [Asie](#) de Biden et de son équipe, cette compétition se jouera sur le côté militaire, technologique, numérique, énergétique et stratégique. Dans cette stratégie, les alliés européens et asiatiques auront un rôle clé et les États-Unis vont pousser pour qu'ils choisissent leur camp sur tous ces niveaux stratégiques, en

alimentant un récit de « nous contre eux » qui risque d'aliéner les États du monde les plus affectés par les crises énergétiques et alimentaires résultant du conflit.

Crédit : [Gage Skidmore](#)

Giovanna de Maio

Giovanna De Maio (@giovDM) est visiting fellow à l'Institute pour les études européens et de l'Eurasie (IERES) à Université de George Washington, où elle travaille sur les relations transatlantiques du point de vue politique et sécuritaire. Avant de rejoindre IERES, De Maio a travaillé comme visiting fellow à la Brookings Institution (2018-2020) et complété son parcours postdoctorale au German Marshall Fund de Washington DC et à l'Institut français des relations internationales à Paris (2017-2018), où elle s'est concentrée sur les relations entre l'Occident et la Russie. Elle a reçu son doctorat à l'Université Orientale de Naples avec une thèse sur l'impact de la crise en Ukraine (2014) sur la politique intérieure et étrangère russe. Elle collabore régulièrement avec des think tanks et revues internationaux (Brookings, IAI, ISPI, GMF, Foreign Affairs) et est présente sur les médias internationaux (Financial Times, The Atlantic, RAI).

Comment citer cette publication

Giovanna de Maio, « L'administration Biden et la guerre en Ukraine : évolution de l'approche stratégique », *Le Rubicon*, 24 juin 2022
[<https://lerubicon.org/ladministration-biden-guerre-en-ukraine-evolution-de-lapproche-strategique/>].